

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil

Chaussée du Vexin
BP 616
27100 Val-de-Reuil

Références : UBDEO.ERA.24.03.83.SB
Code AIOT : 0005800503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil implanté Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées visant les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil

- Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005800503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Carlo Erba est fournisseur d'équipements et produits de laboratoire. Sur le site de Val de Reuil, sont conditionnés et mélangés divers liquides inflammables.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de répondre aux différents points du présent rapport, notamment de fournir sous 1 mois son plan d'actions correctives et sous 3 mois son rapport de contrôle des installations

électriques complet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des installations électriques du site n°1812305-003-1 remis le 03 novembre 2023 par l'APAVE. Les méthodologies de mesurage utilisées par l'APAVE et les valeurs limites sont celles décrites dans les normes d'installation rendues applicables par l'arrêté du 19/04/2012 (notamment NF C15-100, NF C 15-150-1, NF EN 50107-1, NF C 15-211, NF C13-100, NF C13-200, NF C17-200). L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport Q18 du site n°1812305-003-1 remis le 03 novembre 2023 par l'APAVE. Le rapport ne mentionne pas de risque incendie. Ces contrôles sont réalisés annuellement. Le précédent contrôle a eu lieu le 20 octobre 2022 et le prochain aura lieu en 2024. L'exploitant ne dispose pas de Q19.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...

Constats :

Le rapport n°1812305-003-1 de l'APAVE précise que la vérification a été partielle :

- l'ensemble des documents n'ayant pas été transmis (plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes non fourni, rapport de vérification initiale non fourni, rapports des vérifications périodiques antérieures non fourni, liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments non fourni, schémas unifilaires des installations électriques incomplets),
- Les appareils d'éclairage notés "à vasque" n'ayant pu être contrôlés sans démontage par l'exploitant,
- la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'ayant pas pu être vérifiée, car difficiles d'accès,
- les essais de DDR n'ayant pu être réalisés que partiellement, pour des raisons d'exploitation et à la demande de l'exploitant,
- dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, non réalisation des contrôles de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection, en l'absence d'autorisation,
- le Document relatif à la protection contre le risque d'explosion (DRPCE) n'ayant pas été transmis à l'APAVE, bien que prévu dans leur contrat.

Le rapport Q18 indique que l'installation électrique du site peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'APAVE indique dans son rapport la nécessité de réaliser les compléments nécessaires. Or, aucun contrôle réglementaire complémentaire n'a été réalisé par la suite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de remettre un rapport de contrôle des installations électriques complet **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

Le rapport n°1812283-003-1 de l'APAVE fait état de 87 non-conformités en domaine basse-tension dont trois nouvelles :

- 20 concernant du matériel abîmé (entrée de câble défectueuse, fixation non satisfaisante, verrine

cassée, etc.)

- 16 concernant un étiquetage inadéquate,
- 6 concernant des câbles inutilisés, extrémités nue hors tension,
- 4 concernant une protection de surcharge trop élevée du récepteur,
- 4 concernant un schéma électrique absent ou incorrect,
- 3 concernant un pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection.
- 34 divers.

L'exploitant n'est pas concerné par le domaine haute-tension sur le site de Heudebouville.

L'exploitant n'a pas réalisé d'actions correctives, mais a défini un budget 2024 de deux fois 10 000 € pour cela (budget pour ses deux sites : Heudebouville et Val de Reuil).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de remettre son plan d'action **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport**. Ce plan d'action doit arriver à terme en 2024. L'exploitant justifie également du suivi des actions correctives (tableau de suivi des non-conformités, justificatifs de travaux, mentions portées directement sur le rapport, hiérarchisation des non-conformités, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

L'exploitant a remis à l'inspection :

- son zonage ATEX (rapport n°RAP 17229 002 rev 00 ouverte zonage ATEX 20181011, plans n°ATX 17229 002 Rev01, ATX 17229 003 Rev03 et ATX 17229 004 Rev02),
- le tableau de suivi de l'adéquation du matériel ATEX avec ces zones réalisé sur la base de l'audit de 2021 (n°LEI 17229 001).

Concernant son zonage ATEX, l'exploitant indique à l'inspection être en cours de remise en forme des documents, afin que les zones ATEX soient présentées par bâtiment et par équipement.

L'exploitant indique avoir mis en place des disposition particulières pour limiter le zonage ATEX :
-système d'extraction en L01, L02, S01, S02, R01, R0 2 et G01,

<p>-des détections gaz dans ses zones ATEX.</p> <p>L'exploitant indique tester ces dispositions tous les 6 mois. L'exploitant n'a pas pu remettre à l'inspection les rapports de tests associés.</p> <p>Concernant l'adéquation du matériel ATEX avec ces zones, 29 matériels sont à remplacer selon son tableau. La vérification de l'adéquation n'a été réalisée qu'en 2021 et le tableau de suivi est mis à jour à chaque modification.</p> <p>L'exploitant indique ne pas être d'accord avec les conclusions sur le remplacement de plusieurs matériels en est en attente d'une contre-expertise de l'APAVE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de remettre les rapports de test des dispositifs de limitation des zones ATEX (système d'extraction, des détections gaz) <u>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de remettre son plan d'action de remplacement des matériels inadéquates en zone ATEX <u>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.</u> Ce plan d'action doit arriver à terme en 2024. L'exploitant justifie également du suivi des actions correctives (tableau de suivi des non-conformités, justificatifs de travaux, mentions portées directement sur le rapport, hiérarchisation des non-conformités, etc.).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser à compter de 2024, systématiquement et annuellement, tous les contrôles des installations électriques en zone ATEX (à inclure dans le rapport <u>à remettre sous 3 mois</u> demandé au point de contrôle n°2 du présent rapport) et de fournir à leur prestataire, à cet effet, tous les documents nécessaire à ces contrôles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage l'état visuel des installations électriques du site. Ainsi, les constats suivants ont été faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les locaux électriques en X, G01 et L02 sont maintenus dans un bon état de propreté (absence de poussières, absences de fils dénudés), -l'armoire électrique en X avait le bouton "réarmement" scotché (impossibilité de l'utiliser sans déscotcher) alors qu'il est fonctionnel et en bon état, -l'inspection constate que plusieurs étiquettes en X, G01 et L02 sont décollables (points de non-conformité du rapport de l'APAVE), certaines avec un risque de tomber.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, dans les délais convenus, son plan d'action demandé au point de contrôle n°3 pour corriger les non-conformités du rapport de l'APAVE. Il présentera son plan d'action dans un délai de 1 mois.</p> <p>L'exploitant veillera à laisser accessibles ses boutons fonctionnels (par exemple, le bouton "réarmement" en X).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>